



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
23 avril 2012  
Français  
Original: anglais

### **Commission pour la prévention du crime et la justice pénale**

**Vingt et unième session**

Vienne, 23-27 avril 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Intégration et coordination de l'action de  
l'Office des Nations Unies contre la drogue  
et le crime et des États Membres dans le domaine  
de la prévention du crime et de la justice pénale:  
ratification et application de la Convention  
des Nations Unies contre la criminalité transnationale  
organisée et des Protocoles s'y rapportant**

#### **Italie: projet de résolution révisé**

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

### **Renforcement de la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations**

*Le Conseil économique et social,*

*Constatant* que la criminalité transnationale organisée s'est diversifiée et représente une menace pour la santé et la sûreté, la sécurité, l'ordre juridique, la bonne gouvernance et le développement durable des États,

*Soulignant* que tous les États ont une responsabilité partagée pour ce qui est d'adopter des mesures contre la criminalité transnationale organisée, y compris à travers la coopération internationale et en collaboration avec des entités compétentes, telles que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

*Réaffirmant la ferme conviction*, exprimée par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/25 en date du 15 novembre 2000, intitulée "Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée", selon laquelle la Convention

---

\* E/CN.15/2012/1.



des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée<sup>1</sup> constitue un outil efficace et le cadre juridique nécessaire de la coopération internationale dans la lutte contre les liens croissants entre la criminalité transnationale organisée et les crimes terroristes,

*Rappelant* la résolution 66/181 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 2011 intitulée "Renforcement du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique", dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé l'importance de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant<sup>2</sup>, principaux outils dont la communauté internationale disposait pour combattre cette forme de criminalité, appelé l'attention sur les nouveaux problèmes qui commençaient à se poser comme la piraterie, la cybercriminalité, la maltraitance et l'exploitation des enfants, le trafic de biens culturels, les flux financiers illicites et le trafic illicite d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et invité l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à rechercher, dans le cadre de son mandat, les moyens de s'y attaquer,

*Soulignant* la nécessité d'une application universelle de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, de la Convention des Nations Unies contre la corruption<sup>3</sup> et d'autres instruments internationaux pertinents, ainsi que la nécessité d'une coopération accrue entre les États Membres et les entités du secteur privé pour lutter contre la criminalité transnationale organisée, comme il ressort de divers rapports de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

*Rappelant* la résolution 19/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 21 mai 2010, intitulée "Renforcement des partenariats public-privé pour lutter contre la criminalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations" et notant l'importance de développer encore de tels partenariats, y compris dans certains secteurs ou en relation avec certains secteurs, par exemple celui du tourisme, qui peuvent être touchés par un accroissement des menaces et des problèmes liés à la criminalité et au terrorisme,

*Rappelant* également la résolution 19/2 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 21 mai 2010, intitulée "Renforcer la collecte, l'analyse et la communication de données comparables sur la criminalité", dans laquelle, notamment, la Commission a prié l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant en consultation avec les États Membres, de renforcer la collecte, l'analyse et la communication de données exactes, fiables et comparables sur les tendances et schémas de la criminalité dans le monde, et invité les États Membres à redoubler d'efforts pour revoir et améliorer les outils de collecte de données afin d'acquérir une meilleure connaissance de ces tendances et schémas,

*Soulignant la nécessité* de consolider et d'intensifier encore les efforts déployés en vue de donner suite aux engagements pris dans le cadre de la

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 2349, n° 42146.

Déclaration du Millénaire<sup>4</sup>, dans laquelle les Chefs d'État et de gouvernement ont décidé d'intensifier la lutte qu'ils menaient contre la criminalité transnationale dans toutes ses dimensions, y compris la traite des êtres humains, leur acheminement clandestin à travers les frontières et le blanchiment de l'argent,

*Rappelant* la résolution 64/293 de l'Assemblée générale en date du 30 juillet 2010, intitulée "Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes", et la résolution 20/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 15 avril 2011 intitulée "Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes" et soulignant l'importance de leur pleine application, y compris en resserrant la coopération et en améliorant la coordination entre les États, les organismes et institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales, régionales et sous régionales compétentes,

*Soulignant* la participation progressive de groupes criminels organisés à tous les stades des activités à la fois licites et illicites qui peuvent générer d'énormes profits, y compris la production et la distribution de produits contrefaits,

*Rappelant* la résolution 20/6 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 15 avril 2011 intitulée "Lutte contre les médicaments frauduleux, en particulier leur trafic", dans laquelle la Commission a instamment prié les États Membres de prévenir le trafic de médicaments frauduleux en adoptant des textes législatifs, selon qu'il conviendrait, portant en particulier sur toutes les infractions relatives à ces médicaments, telles que le blanchiment d'argent, la corruption et la contrebande, ainsi que sur la confiscation et la disposition des avoirs d'origine criminelle, l'extradition et l'entraide judiciaire, afin de n'omettre aucune étape de la filière,

*Rappelant également* la décision 19/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 21 mai 2010, dans laquelle la Commission a décidé d'inviter l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice à lui présenter à sa vingtième session une version actualisée du rapport *Counterfeiting: A Global Spread, a Global Treath*,

*Prenant note* des conclusions de la conférence internationale à haut niveau tenue à Moscou du 26 au 28 octobre 2011 et accueillie par le Gouvernement de la Fédération de Russie au cours de laquelle la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique a été ouverte à la signature,

1. *Demande* de nouveau aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant<sup>5</sup> ou d'y adhérer, et engage les États Parties à appliquer pleinement ces instruments juridiques;

2. *Se félicite* de la résolution 5/5 de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dans laquelle la Conférence a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'envisager et d'étudier les options concernant la

<sup>4</sup> Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

<sup>5</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

mise en place d'un ou de mécanismes pour l'aider à examiner l'application de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant, prend note avec satisfaction des progrès accomplis par le Groupe de travail dans la finalisation de ses recommandations destinées à la Conférence et exprime le souhait que la Conférence, à sa sixième session, mènera à terme la mise en place du mécanisme d'examen et le lancera dès que possible, compte tenu de l'urgente nécessité d'améliorer l'application de la Convention et de ses Protocoles;

3. *Se félicite également* de la création, par le Secrétaire général, de l'équipe spéciale des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues en tant que menaces pour la sécurité et la stabilité, dans le but d'élaborer une riposte efficace, globale et concertée face à ces défis, prend note de la réunion d'information de haut niveau sur les problèmes rencontrés dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, qui s'est tenue à New York, le 7 février 2012, et invite le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à tenir les États régulièrement informés des progrès des travaux accomplis dans ce domaine;

4. *Se félicite en outre* de la signature du mémorandum d'accord entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation mondiale du tourisme et prie le Directeur exécutif de l'Office de présenter à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa vingt-deuxième session, en étroite consultation avec l'Organisation mondiale du tourisme et, le cas échéant, d'autres organisations internationales et régionales compétentes, un rapport sur les moyens, y compris à travers des partenariats public-privé, de renforcer l'efficacité de la coopération internationale dans la lutte contre les menaces et les problèmes liés à la criminalité et au terrorisme dans le secteur du tourisme;

5. *Invite* les États Membres, en mettant à profit le principe de la responsabilité partagée et en gardant à l'esprit la nécessité d'une approche globale et équilibrée, à envisager, dans le cadre de leur législation interne et de leurs obligations internationales, de revoir leurs arrangements législatifs et réglementaires de manière à prévoir l'incrimination de la production et de la distribution des biens fabriqués illicitement liés à la criminalité organisée, en particulier des biens dangereux pour la santé et la sécurité des consommateurs, qui doivent être considérés comme des "produits contrefaits dangereux";

6. *Prie instamment* les États Membres d'envisager, selon que de besoin, d'étendre les dispositions pertinentes de la Convention contre la criminalité organisée à la fabrication, à la production et à la distribution des produits contrefaits dangereux, s'agissant en particulier du blanchiment d'argent, de la corruption et de la contrebande ainsi que de la saisie et de la confiscation des avoirs connexes d'origine criminelle, et de coopérer à travers l'extradition et l'entraide judiciaire ainsi que dans le cadre de mesures concertées de détection et de répression;

7. *Invite* les États Membres à envisager de renforcer leur coopération transfrontière et d'appliquer les mécanismes de coopération dont il dispose dans le domaine judiciaire ainsi qu'en matière de détection et de répression à la fabrication, à la production et à la distribution de produits contrefaits dangereux, de manière à briser la chaîne de distribution;

8. *Engage* les États Membres à mettre en place des mécanismes appropriés pour assurer comme il convient la sécurité et le contrôle de la chaîne de distribution

licite, le cas échéant avec la participation du secteur privé et en étroite coopération avec lui;

9. *Demande* à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant en consultation avec les États Membres et les organisations régionales et internationales compétentes, de continuer à réaliser des analyses mondiales des menaces et modalités liées à la criminalité transnationale organisée, d'étudier les nouvelles formes et dimensions de cette criminalité et d'analyser les problèmes nouveaux et émergents, afin d'aider à définir des orientations générales fondées sur des données factuelles;

10. *Invite* l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice à poursuivre, en consultation avec les États Membres et en coopération avec d'autres entités internationales compétentes, les recherches sur l'implication de groupes criminels organisés dans la production et la distribution de produits contrefaits, et prie le Secrétaire général, agissant en coopération avec l'Institut, de faire rapport sur ces recherches à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa vingt-deuxième session;

11. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission, à sa vingt-deuxième session, un rapport sur la suite donnée à la présente résolution.

---